

Les financements possibles pour l'énergie de cuisson

*Atelier WACCA, 25 avril 2013
Ouagadougou, Burkina Faso*



Sommaire

- **Quels sont les obstacles au financement des projets d'EE et de cuisson propre ?**
- **Qui sont les principaux investisseurs ?**
- **Quels sont les différents instruments financiers ?**
- **Études de cas (GERES)**

Obstacles au financement de l'EE

Obstacles financiers

- Manque de capital disponible pour mener des projets d'EE
- Coûts de transaction élevés
- Faible compétitivité des promoteurs de projets d'énergie
- Manque de clarté sur les rendements à long terme (faible pouvoir d'achat des ménages)

Obstacles politiques et réglementaires

- Absence de cadres juridiques adéquats des marchés d'EE, réduisant les risques pour les investisseurs ou restreignant les investissements spéculatifs
- Subventions aux combustibles fossiles
- Peu de protection pour les technologies EE développées localement appropriées à l'Afrique de l'Ouest

Faible niveau d'investissement

Obstacles techniques

- Structure des réseaux d'électricité et pertes importantes d'énergie
- Capacité des réseaux à absorber l'électricité supplémentaire produite par le développement des EnR et l'EE
- Manque d'expertise technique pour l'ingénierie financière

D'autres obstacles spécifiques à la cuisson propre

Obstacles à la cuisson propre

- Financiers : compétitivité du prix du combustible, un des principaux obstacles
- Techniques : coûts associés au changement du combustible, notamment l'investissement dans les foyers compatibles avec les combustibles modernes
- Infrastructure médiocre et manque d'un réseau élargi de distribution, particulièrement dans les zones rurales
- Peu d'information sur les combustibles alternatifs et leurs avantages
- Socio – culturels : peu d'implication des femmes dans la prise de décision dans l'économie domestique et incompatibilité des foyers de cuisson modernes avec les ustensiles et les pratiques de la cuisine traditionnelle



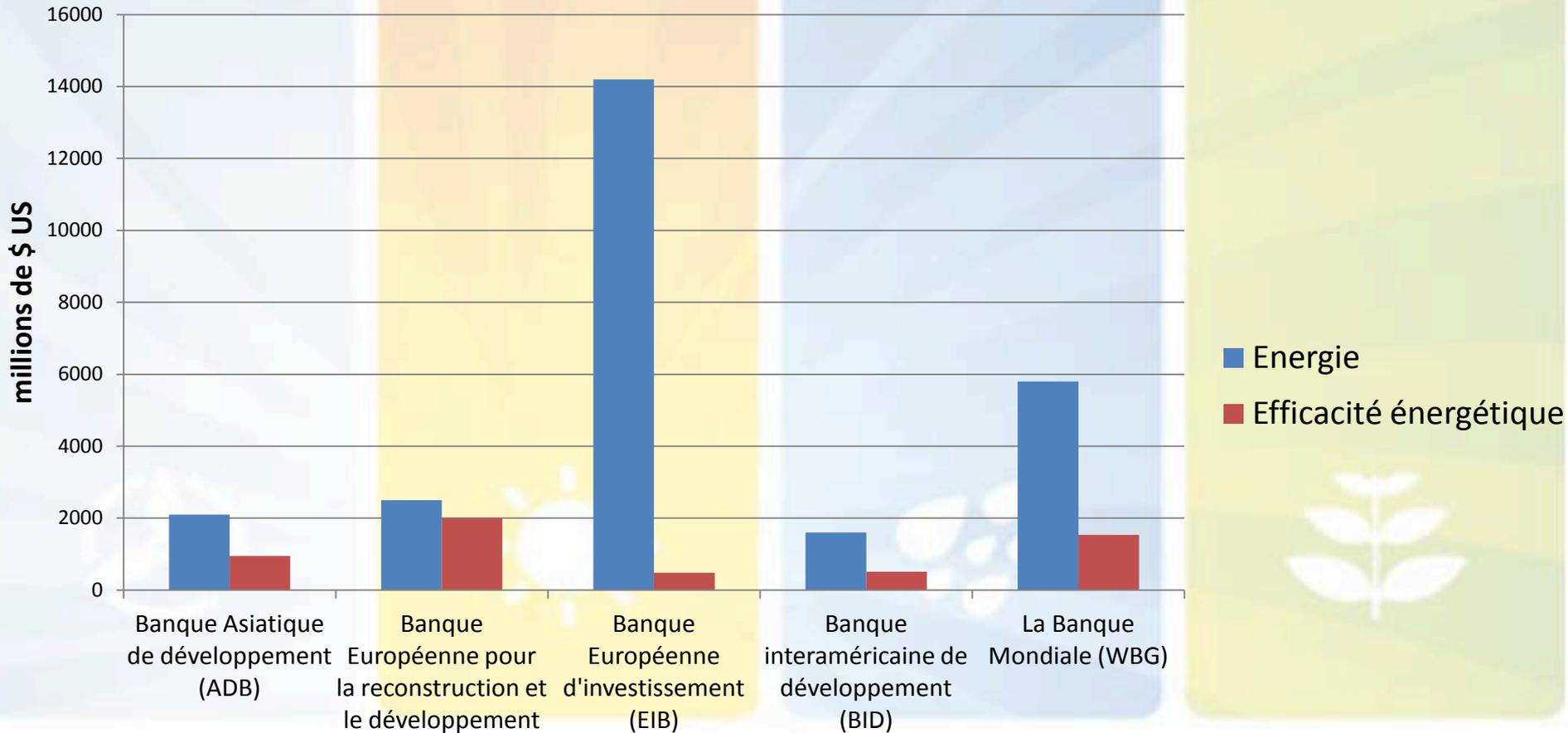
Sources de financement multilatérales et bilatérales (non exhaustif...)



	Institutions financières	Couverture géographique
Sources multilatérales	Banque Africaine de développement (AfDB)	Afrique
	Fonds mondiaux pour l'environnement (GEF)	Monde entier
	Société Financière Internationale (SFI)	Monde entier
	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	Monde entier
	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP)	Monde entier
	La Banque Mondiale (WBG)	Monde entier
Sources bilatérales	Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	Monde entier
	Agence Danoise pour le développement international (DANIDA)	Monde entier
	Agence Britannique pour le Développement (DFID)	Monde entier
	Agence Française de Développement (AFD)	Monde entier
	Banque Allemande pour la reconstruction et le développement (KfW)	Monde entier
	Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC)	Monde entier
	Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)	Monde entier
	Agence Norvégienne pour le développement de la coopération (NORAD)	Monde entier
	Agence Suédoise de Coopération Internationale (SIDA)	Monde entier
	Agence des États-Unies pour le développement international (USAID)	Monde entier
Banque d'import-export des États-Unies (USEx-Im)	Monde entier	

Financement de l'EE

Financement des Banques Multilatérales de Développement en 2011 : efficacité énergétique / énergie



Les instruments financiers

- De nombreuses formes
- Plusieurs distinctions possibles
 - Nationaux / Internationaux
 - Publics / Privés
- Des règles propres à chaque organisme de financement
- Des instruments utilisables à des temporalités de projet différentes
- Des formes traditionnelles à des formes plus innovantes...

Les instruments financiers (2)

Les sources « traditionnelles »

- L'autofinancement

- Y compris par les immigrants
- Au niveau du ménage, filière de production existante

- L'APD, les dons

- Un apport de capitaux non négligeable mais en diminution
- Plutôt pour le montage des projets

- L'APD, les prêts à terme des banques commerciales et autres prêts

- Plutôt pour les investissements matériels

Les prêts – zoom sur la micro-finance (1)

- Prestation de services financiers durables et de qualité
 - clients pauvres ou à faible revenu, en majorité des femmes, non servis par les banques normalement
 - à des fins productives ou pour acheter des biens ou des services
 - micro-crédits, épargne, assurance et transferts de fonds : de très petites sommes
 - le plus souvent contre une garantie de groupe, un prêt de groupe
 - possibilité de prêt individuel « classique »

Les prêts – zoom sur la micro-finance (2)

- Les institutions de micro-finance (IMF) : ONG ou banque réglementée, leur développement doit être soigné sinon...
- Les +...
 - fournit des crédits pour l'investissement dans des activités à petite échelle (pour les systèmes d'accès à l'énergie et l'auto-emploi) choisis par les gens eux-mêmes
 - se finance par les intérêts accumulés
 - donne confiance aux gens pauvres, dans leurs possibilités et dans l'amélioration de leur vie quotidienne
 - peut être étendu aux gens défavorisés sans accès aux fonds ou à l'épargne pour des technologies énergétiques modernes

Les prêts – zoom sur la micro-finance (3)

- Peu de projets combinant l'énergie et le microcrédit, mis en œuvre avec succès
- Par manque de communication entre les différents acteurs de la finance et de l'énergie
- Exemple du FAFASO (Burkina Faso)
 - Offre de prêts et d'épargne
 - Pour acquérir des réchauds à gaz ou un foyer amélioré Roundé, fabriqué localement
 - Avec la GIZ
- Mais aussi possible en soutien aux producteurs



Les fonds publics, bi ou multilatéraux



- Programmes via des fonds publics, bi ou multilatéraux : coopérations, fonds mondial pour l'environnement, fonds d'adaptation au changement climatique, Green Climate Fund, etc...
 - Des formes très différentes (aides, prêts de tous types, etc...)
 - A différentes étapes du projet
- Autres instruments publics, nationaux : les garanties publiques (système d'assurance publique), les réductions d'impôts ou de taxes
- La Finance Carbone : assurer une partie des besoins en fond de roulement des projets
- Outil en cours de développement : Plan d'Action National d'Adaptation (PANA /NAMA), l'opportunité de développer une vision et d'encadrer le développement de filières



Zoom sur le FEM

- Financement FEM CC atténuation
 - S&L au Nigéria, Ghana, Afrique du Sud, Kenya
 - Réglementation thermique
- FEM Micro-Projet
 - Small Grand Programme : sgp.undp.org
 - Inclus les ENR et dans ce cadre les foyers améliorés
 - A financé un projet de cuisson solaire (Mekhe – Sénégal, éco-villages)



Zoom sur le FEM



AIDE DU FEM À L'ADAPTATION

Caisse du FEM

Fonds pour le changement climatique de la CCNUCC

Priorité stratégique
« adaptation » ; Mesures
et projets d'adaptation

OBLIGATION D'EFFETS POSITIFS
SUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Fonds pour les pays les
moins avancés ; Mise en
œuvre des Programmes
nationaux d'action pour
l'adaptation au changement
climatique (PANA)

PAS D'OBLIGATION D'EFFETS
POSITIFS SUR L'ENVIRONNEMENT
MONDIAL

Fonds spécial pour
les changements
climatiques ; Priorité
absolue à l'adaptation

PAS D'OBLIGATION D'EFFETS
POSITIFS SUR L'ENVIRONNEMENT
MONDIAL

Services de secrétariat
provisoirement fournis
par le FEM au Conseil
du Fonds pour
l'adaptation.

Fonds pour l'adaptation
créé en vertu du
Protocole de Kyoto

Fonds pour l'adaptation ;
Mesures et projets
d'adaptation dans les
pays en développement
parties au Protocole
de Kyoto

Quelques mécanismes de financement privés

- Les Partenariats Publics-Privés
- Les fonds d'investissement et les obligations (participation au capital), les IDE (investissements directs à l'étranger) : une gestion maîtrisée du risque pour le secteur privé
 - Participer au développement et à la structuration des producteurs de foyers améliorés ?
- Crédit-bail, prêt-bail
- Compagnies de services énergétiques (ESCO), contrat de services énergétiques (à garantie de résultat ou contrat à économie partagée)

Zoom - Les Partenariats Publics - Privés

- Utilise les politiques, régulations ou financement publics, comme levier de l'investissement du secteur privé dans les projets d'efficacité énergétique
- Formes de partenariat public-privé variés, en fonction du degré d'implication de l'entité privée dans les infrastructures publiques
- Transposé dans un contrat ou un accord, décrit les responsabilités de chaque partie, répartit clairement les risques



Zoom - Les Partenariats Publics – Privés (2)



- Principalement destiné aux projets en milieu urbain, de grande taille, car manque d'intérêt des investisseurs pour les projets d'EE et dans le milieu rural
- Exemple : le Global Alliance for Clean Cookstoves est un PPP, porté par la Fondation des Nations Unies

